

# "L'Alouette Socialiste"

N° 1

Prix : 2 francs

PARTI SOCIALISTE - Section de l'Arrondissement de Pithiviers



Un nouveau Journal :  
L'ALOUETTE SOCIALISTE

La section socialiste de l'arrondissement de Pithiviers lance, avec ce numéro, un journal d'information et de débat.

Elle compte bien qu'il vivra de longues années, et elle espère qu'il vous plaira.

Vous pouvez lui écrire  
L'ALOUETTE SOCIALISTE  
Parti socialiste de  
l'arrondissement de Pithiviers  
B.P. 21 - 45300 PITHIVIERS

## PUBLICITÉ

Nous tenons à préciser que nos annonceurs utilisent notre bulletin dans un but uniquement commercial sans engagement politique de leur part.

## Alouette Socialiste

est imprimé à Pithiviers

Directeur de la Publication :

Docteur BRÉANT Alain

11, rue du Prieuré - 45300 SERMAISES

## RENDRE LE POUVOIR au plus grand nombre

En juillet dernier, M. Giscard d'Estaing a annoncé une nouvelle fois qu'à la fin de l'année « on sortirait à la fois de la crise et du chômage »... Mais cet éternel optimisme ne peut plus masquer la dure réalité des faits. Il y a aujourd'hui 1 200 000 chômeurs dans notre pays. Entre juin 1976 et juin 1977, le nombre des chômeurs a augmenté de 20 % dans le Loiret. Et M. Sudreau lui-même a affirmé récemment sa crainte de voir le taux de chômage s'accroître encore de 20 % d'ici la fin de l'année dans la Région Centre. Sur ces chômeurs, 40 % sont des jeunes, auxquels le gouvernement et le C.N.P.F. s'empressent d'offrir des stages temporaires afin de faire baisser les statistiques des demandeurs d'emploi à l'approche des élections. Mais on ne dit pas que ces stages ne donneront à ces jeunes ni une réelle formation ni un véritable emploi... Et chacun peut constater que la politique de M. Barre, qui n'a pas réglé le problème de l'emploi, n'a pas non plus réglé celui de l'inflation : le rythme annuel de la hausse des prix a été de 13 % durant le second trimestre de 1977.

Le Parti Socialiste croit qu'il n'y aura pas de réponse à la crise si l'on ne s'en prend pas aux structures mêmes de notre société et de notre économie. Il propose de privilégier les investissements créateurs d'emplois, de relancer l'économie en augmentant de manière significative le pouvoir d'achat des bas revenus, et aussi de réduire considérablement les énormes disparités de revenus qui existent dans notre pays.

Mais le Parti Socialiste pense qu'il faut aller plus loin et remettre en cause notre modèle de croissance : à l'avenir, il ne faudra pas seulement produire plus ; il faudra surtout produire autre chose et autrement. Produire autre chose, cela veut dire que l'on cherchera à répondre aux véritables besoins — au lieu de s'attacher à en créer de faux ; cela veut dire aussi qu'on s'efforcera de limiter le gaspillage, d'augmenter la durée de vie des objets, de réduire la pollution. Produire autrement, cela signifie que l'exercice du pouvoir dans les entreprises doit être transformé en profondeur : les travailleurs devront être associés aux décisions, être partie prenante dans la définition de leur propre travail.

Les nationalisations seront un moyen pour réorienter la production et pour mettre en place de nouvelles formes d'exercice du pouvoir dans l'entreprise. Mais elles ne sont pas une panacée. A côté du secteur nationalisé, un important secteur privé subsistera ; et l'on développera un secteur d'économie sociale rassemblant les coopératives et les entreprises à forme associative, dont la création sera encouragée. Il ne s'agit pas de tout étatiser, ni de briser les initiatives. Au contraire un gouvernement de gauche encouragera les initiatives — et les créations d'entreprises — qui répondront aux vrais besoins. Et ce sera le rôle du plan que d'inventorier ces besoins, au niveau de la région et du pays. Ce qui suppose, bien entendu, que le plan soit élaboré de manière démocratique.

Voilà ce que nous proposons. Voilà la direction dans laquelle les socialistes pensent qu'un gouvernement de gauche devra aller, si la gauche gagne les élections de mars 1978. Certes, nous ne prétendons pas tout faire tout de suite. Nous refusons la démagogie facile. Il faudra des années pour réduire considérablement l'éventail des salaires ou pour réformer en profondeur le système fiscal. Mais dès les premiers mois, nous engagerons le changement : en prenant le contrôle des principaux leviers économiques, en créant des emplois, en augmentant le S.M.I.C. — mais aussi en redonnant aux régions, aux collectivités locales, aux travailleurs dans leurs entreprises et aux citoyens dans leurs communes, les responsabilités qui leur reviennent, ainsi que les moyens d'assumer ces responsabilités.

Notre but n'est pas de prendre le pouvoir, mais de le rendre au plus grand nombre.

Jean-Pierre SUEUR,  
secrétaire fédéral du Parti Socialiste.